



HAL
open science

La fin du Reaganisme : présentation

Luc Rouban

► **To cite this version:**

Luc Rouban. La fin du Reaganisme : présentation. Revue Française de Science Politique, 1989, 39 (4), pp.453-455. hal-01016771v1

HAL Id: hal-01016771

<https://sciencespo.hal.science/hal-01016771v1>

Submitted on 1 Jul 2014 (v1), last revised 27 Aug 2018 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Présentation

In: Revue française de science politique, 39e année, n°4, 1989. pp. 453-455.

Citer ce document / Cite this document :

Rouban Luc. Présentation. In: Revue française de science politique, 39e année, n°4, 1989. pp. 453-455.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1989_num_39_4_394428

PRÉSENTATION

On sait que les Etats-Unis, si présents en France dans le discours politique comme dans les pratiques savantes, prêtent à toutes sortes de confusions, de caricatures et de clichés. Le reaganisme n'a pas échappé à ce destin qui semble caractériser les produits d'outre-Atlantique. Des Etats-Unis on passe sans cesse à l'Amérique indéfinie, rêve confus et pluriel pouvant alimenter toutes les extases, toutes les reconversions, tous les éloignements exotiques et délectables. L'importation du reaganisme a donc suivi celle de bien d'autres prêts-à-penser pour être immédiatement réduite à ses fonctions en propre : le reaganisme, c'est le libéralisme retrouvé, la « révolution conservatrice » en marche, le droit sans l'Etat, etc. En symétrie, on égrène le chapelet des amertumes : si l'Empire contre-attaque, c'est que son capitalisme sauvage et moralisateur finit de racheter nos dernières entreprises ; l'Amérique idéologue mais impuissante se paie un dernier lifting sur la voie d'un inévitable déclin¹ ; vulgate au service du négoce international, le reaganisme n'est pas plus qu'une foire médiatique.

Il reste, néanmoins, que la réception en France du reaganisme n'est pas seulement constitutive d'une mode passagère. Nourrissant le développement des thèses néo-libérales, elle a largement structuré le débat politique depuis le début des années 1980. C'est en effet à travers le reaganisme que le libéralisme a pu renouveler son registre discursif, subir une cure de jouvence qui a masqué bien des ambiguïtés, notamment les relations qu'il entretenait avec le conservatisme. Le jeu de cache-cache qui s'est organisé entre le néo-libéralisme et le néo-conservatisme, parfois au gré d'errements sémantiques ou de traductions infidèles, doit donc beaucoup à la plurivocité du reaganisme. Celui-ci a cependant permis d'exprimer une modernité faite de high tech et de finance internationale, encore mal maîtrisée par la pensée politique.

Pour étudier en toute sérénité le reaganisme, et en dresser un bilan au moins sommaire sur le champ de la science politique, certains choix s'imposaient donc. D'un commun accord, il semblait inutile d'épiloguer sur le contenu du discours reaganien² ou de dresser un catalogue événementiel détaillant chaque réforme année après année. Il fallait donc écarter l'explication psychologisante si commode (Ronald Reagan, « ce vieil acteur... ») et réfuter tout réductionnisme conduisant à ne voir dans le reaganisme que les effets de la présidence Reagan. Il fallait enfin préciser

1. Sur le thème du « déclin », on se reportera aux polémiques suscitées par l'ouvrage de Kennedy (Paul), *The rise and fall of the great powers*, New York, Random House, 1988.

2. Quoique le reaganisme soit, bien entendu, marqué par sa puissance rhétorique. Sur les racines intellectuelles de ce discours et son constant usage de l'allégorie, cf. Erickson (Paul D.), *Reagan speaks. The making of an American myth*, New York, New York University Press, 1985.

les contours de l'étude en deçà de considérations générales sur l'« Amérique de Reagan ». Le choix a donc porté sur le reaganisme comme formule politique, c'est-à-dire comme système de gouvernement articulant des ressources idéologiques à la mise en œuvre concrète de politiques publiques. Autrement dit, le reaganisme est appréhendé comme un certain rapport entre policy et politics, faisant naître un jeu particulier entre les pouvoirs et suscitant un agenda gouvernemental original.

Cette investigation repose sur deux interrogations. D'une part, le reaganisme doit-il être considéré comme une rupture, une modification profonde du système d'agencement des pouvoirs aux Etats-Unis, ou bien au contraire comme l'expression d'une « américanité » naturelle, la consolidation d'invariants qui structurent depuis toujours la vie politique américaine ? D'autre part, quelle était la marge de manœuvre qui permettait au reaganisme de se déployer ? Peut-on souscrire aux thèses dénonçant la faible capacité d'innovation qui caractériserait le système politique américain ?

Du côté du politics, en effet, les ambiguïtés ne manquent pas.

En tant que doctrine, le reaganisme offre un mélange subtil de nationalisme anti-étatique (et par conséquent anticorporatiste), d'individualisme « communautaire » (l'individualisme est compris comme un moyen de restaurer le civisme et l'engagement personnel dans une communauté solidaire) et de radicalisme libéral (interdire les redistributions)¹. Le nationalisme (« America is back ») s'oppose au découpage sectoriel des politiques publiques par groupes d'intérêts, alors que l'arrière-fond libéral prône un retour en force de la sphère privée. De même, une contradiction cruciale ronge le statut de l'autorité : s'il faut limiter l'autorité fédérale, on doit étendre celle de l'Etat par la restauration de certains rites nationaux (comme la prière à l'école).

En tant que projet social, le reaganisme se caractérise plus par un rejet de l'ingénierie sociale et de la neutralité « scientifique » de l'interventionnisme que par un rejet des responsabilités économiques du gouvernement. Mais le désengagement de l'Etat se joue à travers un appareil serré d'évaluations et de techniques managériales. Le marché, cependant, n'est pas qu'un outil efficace : téléologique, il porte témoignage d'un ordre moral supérieur récompensant l'effort personnel. Ce marché n'a donc rien de libertarien et ne se conçoit qu'au regard de la médiation offerte par la réaffirmation de l'identité nationale : la nation est construite ; le gouvernement, par conséquent, n'a pas ou plus à la constituer.

Le reaganisme se caractérise ainsi par son traitement du populisme, que les Démocrates n'ont pas pu ou su gérer après les élections de 1980, tant il est vrai que le succès de cette formule politique repose bien plus sur sa capacité de persuasion que sur une élégance idéologique que l'on a beau jeu de tourner en dérision.

1. Cf. Hecllo (Hugh), « Reaganism and the search for a public philosophy », dans Palmer (John L.) ed., *Perspectives on the Reagan years*, Washington, Urban Institute Press, 1986, p. 31 et suiv.

Par ailleurs, du côté des polices, on peut abandonner tout espoir de simplification hâtive. Le reaganisme est-il seulement la marque d'un conservatisme affairiste ou bien l'expression d'une transition vers un Etat post-industriel ? Il serait particulièrement naïf, sinon léger, d'ignorer les puissants bouleversements à l'œuvre aujourd'hui dans l'économie américaine ou la transformation du système industriel, marqué par l'essor des nouvelles technologies. S'agit-il alors seulement d'une politique symbolique sans impact réel¹ ? Ou bien d'une stratégie clairvoyante de rupture avec un welfare state moribond ?

Un argument puissant consiste à souligner l'irréversible centralisation qui organiserait le système institutionnel américain et réduirait à néant tous les efforts de changement. Une véritable génétique institutionnelle, déjà repérable dans la Constitution, serait à l'œuvre, qui interdirait toute redéfinition de l'Etat fédéral. Mais il ne faudrait pas ici passer sous silence l'évolution qui affecte en profondeur l'appareil gouvernemental depuis dix ans. Derrière l'élaboration d'un modèle unitaire et apparemment intégré, se multiplient les différenciations fonctionnelles, les interfaces entre public et privé. Le désengagement de l'Etat fédéral n'a pas pu et ne peut pas être absolu. Mais il a suscité une nouvelle règle du jeu, de nouvelles régulations entre les acteurs qui se partagent le champ des politiques publiques. Si le reaganisme a réanimé l'Executive Office, restauré l'autorité présidentielle, affermi le pouvoir hiérarchique, il n'en reste pas moins qu'il a dû composer avec des pressions du long terme, voire se les approprier pour mieux les contrôler : technicisation accrue (20 % du personnel fédéral doit disparaître dans les prochaines années), poids crucial des cadres moyens, tyrannie des petites décisions. En d'autres termes, le reaganisme n'est pas la formule transitive, linéaire et transparente que d'aucuns ont voulu nous faire accroire.

Pour apprécier l'originalité d'une des formules politiques les plus célèbres de cette fin de 20^e siècle (et la comparaison s'imposait avec le thatchérisme), il faut, semble-t-il, se départir des deux explications les plus faciles : ni le volontarisme ni le déterminisme ne rendent compte du reaganisme. Les rapports entre les pouvoirs « institués » ont évolué et leur examen montre bien que cette institutionnalisation dépend étroitement de stratégies, qu'il s'agisse de budget ou de politique étrangère, stratégies qui en appellent aux ressources multiples offertes par l'historicité même de l'expérience politique aux Etats-Unis.

Au centre du débat que l'on présente ici, la question est donc posée : le reaganisme est-il une « révolution » ratée, une tentative de préserver pour quelque temps encore le middle class welfare state ou bien une séquence d'une transition plus importante affectant la théorie même de l'Etat américain ? Chaque auteur a tenté de contribuer à cette difficile question, avec ses propres outils de travail et ses propres conclusions.

Luc Rouban

¹. Thèse notamment défendue par Dallek (Robert), *Ronald Reagan. The politics of symbolism*, Cambridge, Harvard University Press, 1984.